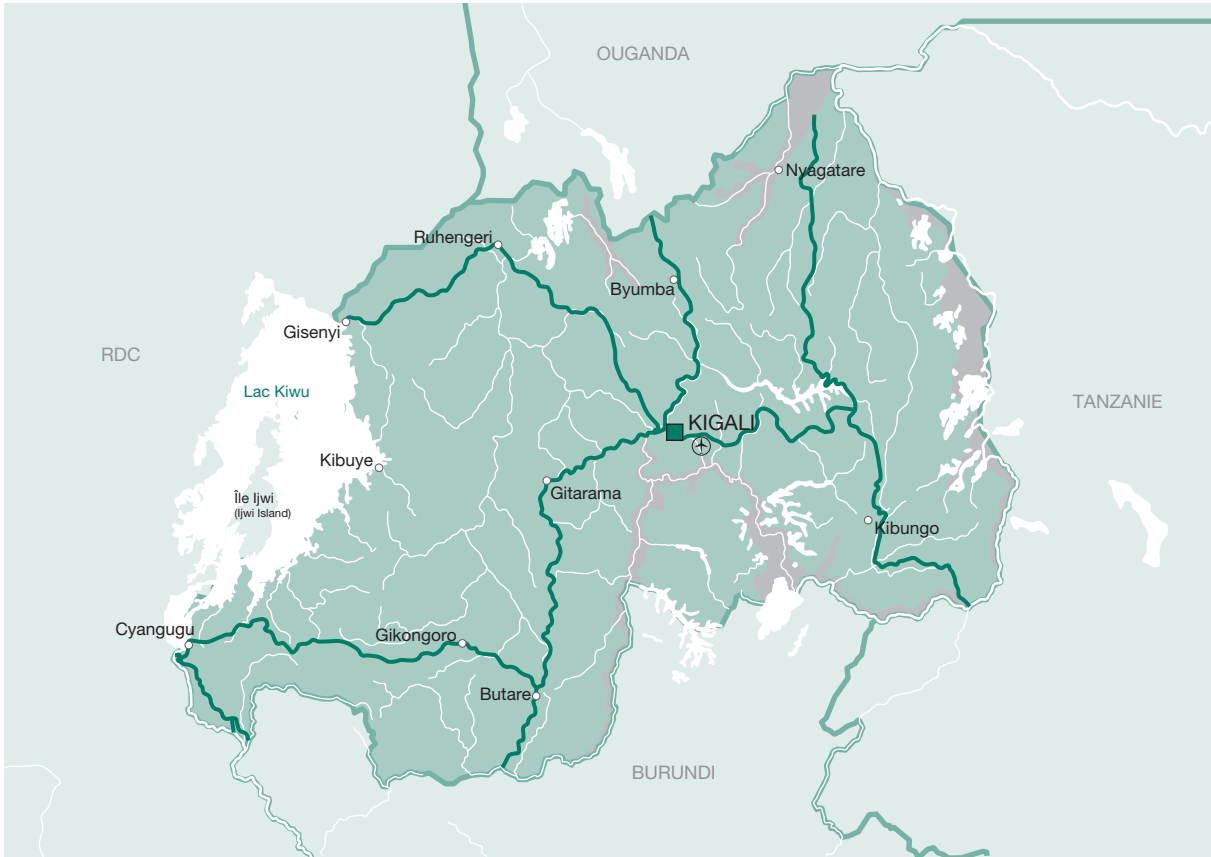


Rwanda
2011





⊕ Aéroport
 — Route principale

■ Capitale (860 000 hab. 2007)
 ○ Localité principale

0 km 11 22 33 km

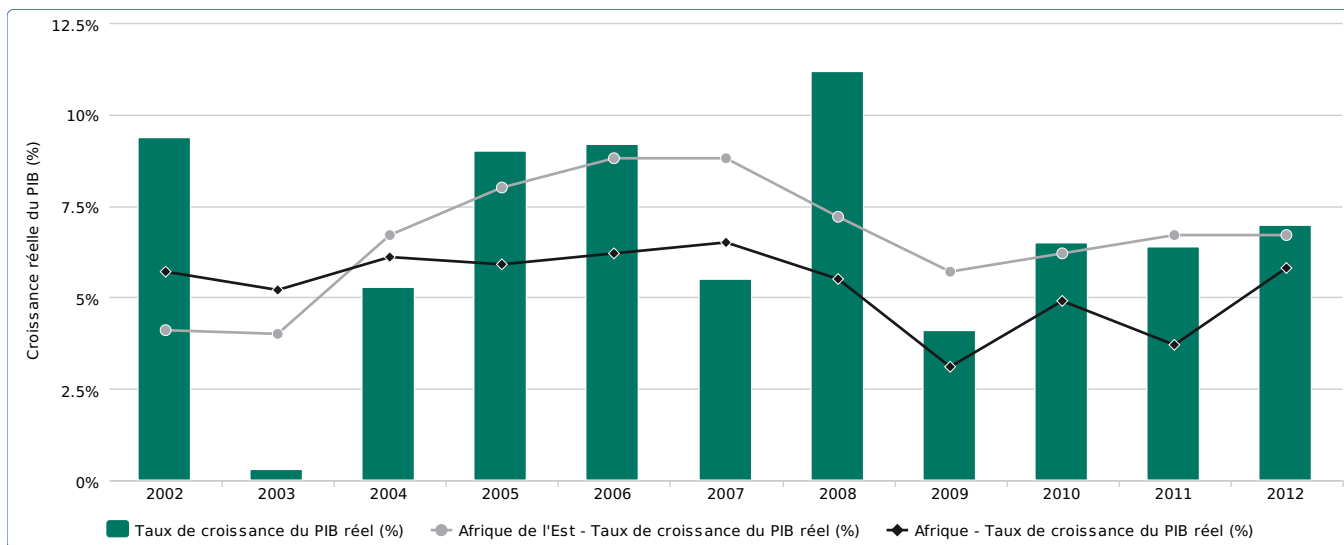
Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Rwanda

Vue d'ensemble

En 2010, l'économie du Rwanda est sortie de la grave récession qui l'avait frappée l'année précédente, et la croissance s'est établie à environ 7.4 %. Les perspectives demeurent solides pour 2011 et 2012. Ce rebond s'appuie principalement sur l'accroissement des exportations, l'accélération observée dans l'expansion des services et du secteur de la construction. Dans le même temps, l'inflation a considérablement reculé en 2010 par rapport à 2009, où les prix alimentaires avaient augmenté de plus de 20 % dans le sillage de la crise alimentaire mondiale. Les fondamentaux macroéconomiques se sont stabilisés en 2010, cette amélioration devrait se maintenir à moyen terme.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412312>

Au cours des quinze dernières années, l'économie rwandaise a progressé grâce à l'accroissement de la productivité des facteurs, qui s'est traduit par une accélération considérable du rendement par travailleur. Les perspectives à moyen terme reposent désormais sur l'augmentation des investissements dans les secteurs essentiels. Les investissements publics dans l'amélioration des capacités de production d'électricité, dans les transports aériens, dans l'administration en ligne et dans d'autres secteurs devraient contribuer à soutenir la croissance actuelle. Cependant, la dépendance continue du pays à l'égard d'un nombre limité de produits d'exportation représente une contrainte importante et la mobilisation des ressources nationales demeure faible. Le Rwanda a entrepris des réformes impressionnantes afin de créer les conditions favorables au développement de l'initiative privée. Le pays présente le profil réformateur le plus efficace dans le monde et constitue l'un des plus libres sur le plan économique. L'espoir est que ces transformations positives entraînent une montée en puissance de l'activité dans le secteur privé et attirent les investissements du monde entier. Les progrès sociaux sont tout aussi spectaculaires que les avancées économiques. Le Rwanda est en effet bien parti pour remplir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le Rwanda possède le potentiel lui permettant d'atteindre un rythme de croissance économique beaucoup plus soutenu. L'investissement dans la formation de la main-d'œuvre, dans l'élimination des goulets d'étranglement liés aux infrastructures et dans l'amélioration de la productivité agricole pourrait faire considérablement évoluer la situation dans les années à venir. Ce sont quelques-unes des priorités des programmes *Economic Development and Poverty Reduction Strategy* (EDPRS) et *Vision 2020*.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.1	7.4	6.5	7
Inflation IPC	10.3	2.3	5.2	5.5
Balance budgétaire % PIB	-2.2	-0.5	-3.5	-1.4
Balance courante % PIB	-8.4	-6.7	-9.1	-6.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414668>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	40.9	36.1
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	34.6	30.5
Mines et extraction	0.7	0.4
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	0	0
Industries manufacturières	7.5	6.7
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	0.1	0.2
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	6.5	8
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	13.9	15.4
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	6.7	8.2
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	10.8	13.9
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	11.5	10
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	1.4	1
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415637>

L'économie rwandaise s'est rapidement redressée après la récession qui l'a affectée en 2009. Celle-ci a trouvé son origine en partie dans un effet de contagion de la crise financière économique et financière mondiale, mais aussi dans les contraintes de liquidités des banques dans le cadre macroéconomique national. Selon les estimations, le PIB a progressé en termes réels de 7.4 % en 2010. Les principaux facteurs de croissance du PIB résident dans le développement continu de l'agriculture, ainsi que dans la reprise du secteur des services (notamment les télécommunications), de la construction et des exportations.

Au Rwanda, l'agriculture constitue une source de subsistance pour une vaste majorité de la population. Les autorités ont pris des mesures visant à aider le secteur à jouer un rôle de moteur du développement, de manière à améliorer les conditions de vie et à assurer la stabilité des prix alimentaires pour le secteur non agricole en plein essor. Le programme d'intensification des cultures (Crop Intensification Programme) est notamment destiné à renforcer la productivité des exploitations par le recours aux engrais, la sélection des semences et les services de vulgarisation des techniques agronomiques. Le programme encourage l'importation d'engrais en quantités suffisantes, une mise en œuvre optimale de la formation d'agronomes par district et par secteur, le stockage des récoltes au niveau du village afin d'éviter les gaspillages et la fourniture de semences sélectionnées pour les cultures telles que la maïs, le blé, la pomme de terre et le manioc. Tout aussi important est le programme des pouvoirs publics dédié aux zones rurales : Vision 2020 *Umurunge*. Celui-ci combine activités d'aménagement foncier des plateaux et opportunités d'emploi pour les personnes touchées par la pauvreté extrême. Ces efforts concertés des pouvoirs publics, ainsi que des conditions météorologiques plus favorables, ont permis une croissance solide au cours des trois dernières années. En 2010, la production de récoltes a progressé de 8.2 % au cours des deux premières saisons, principalement portée par l'expansion considérable des tubercules (18.8 %) et des céréales (18.7 %). Les cultures d'exportation ont également connu un essor important en 2010, le café et le thé s'inscrivant en augmentation respectivement de 22.5 % et de 10.8 %. Ces progressions peuvent être attribuées aux nouveaux investissements effectués dans la production de café, à l'amélioration des conditions des échanges, à la privatisation de certains producteurs de thé et au traitement des maladies ayant affecté les feuilles de thé l'année précédente.

Le secteur industriel a cru de 8.4 % en 2010, contre 1.4 % en 2009. La construction a été en pointe, avec une expansion de 10.9 % faisant suite à une croissance limitée à 1.9 % en 2009 en raison des contraintes de liquidités subies par les banques. Cette reprise a été favorisée par le développement du secteur de la fabrication, en particulier de la transformation des produits alimentaires. Les investissements continus dans les services publics tels que le gaz, l'électricité et l'eau ont également contribué à la reprise.

Les services ont bénéficié d'une croissance à deux chiffres entre 2005 et 2008, ce qui a eu un effet d'entraînement majeur sur l'ensemble de l'économie durant cette période. En 2009, l'expansion des services a ralenti à 5.9 %, mais elle a rebondi à 7.3 % en 2010. Le reprise observé dans le secteur des services a été largement portée par la croissance du secteur financier (+ 20 %), des transports et des moyens de communication (+ 10.8 %), en particulier l'essor exceptionnel des télécommunications et la pénétration accrue d'Internet. Ceci apparaît clairement dans le tableau (2), dans lequel la part des services et de la construction par rapport au PIB total a augmenté d'environ 7.5 % entre 2005 et 2010, tandis que la production agricole a ralenti malgré une progression rapide au cours des dernières années.

Les perspectives à moyen terme de l'économie rwandaise dépendent très largement des programmes d'investissements publics, de la demande mondiale de ses principales exportations, ainsi que de l'assouplissement du crédit intérieur pour le secteur privé. Les principaux investissements stratégiques sont les suivants : l'élargissement de l'accès à l'électricité pour la population via l'augmentation des raccordements des foyers au réseau de 6 à 16 % d'ici 2013 ; l'achèvement du programme de fibre optique qui permettra un accès sans fil à plus de 100 000 utilisateurs ; la voie ferrée internationale qui facilitera les importations et les exportations du Rwanda entre la Tanzanie et le Burundi ; la construction d'un aéroport international à Bugesera, d'une capacité lui permettant à terme de constituer une importante plaque tournante entre l'est et le centre de l'Afrique ; le nouveau centre des congrès de Kigali, complété par un hôtel cinq étoiles répondant aux besoins de divers types de clients visitant le pays. L'accroissement des investissements, associé aux mesures visant à dynamiser la productivité agricole, dessinent un scénario optimiste de croissance économique à 7 %, voire davantage encore, au cours des trois prochaines années.

Les facteurs défavorables potentiels pour les perspectives à moyen terme résident dans la dépendance à l'égard d'un nombre limité de produits d'exportation dont la demande mondiale se caractérise actuellement par une croissance molle, ainsi que dans le resserrement du crédit par les banques commerciales malgré les actions entreprises par la Banque nationale du Rwanda pour réduire les problèmes de liquidités. Par ailleurs, la faible mobilisation des ressources nationales renforce la dépendance à l'égard des ressources extérieures, et les goulets d'étranglements liés aux infrastructures entravent la compétitivité du pays sur les marchés régionaux et mondiaux.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	16.9	21.6	8.9	6	6	2.1	1.4	1.4
Publique	5	7.1	8	4	4	0.6	0.3	0.3
Privée	11.9	14.4	9.4	7	7	1.5	1.1	1.1
Consommation finale	100.4	95.8	8.8	7.5	8.2	8.4	7.2	8
Publique	19	14.5	6.7	5.4	5.3	1.1	0.9	0.8
Privée	81.4	81.3	9.2	7.9	8.8	7.3	6.4	7.1
Secteur externe	-17.3	-17.4	-	-	-	-3	-2.1	-2.4
Exportations	7.7	11.6	3.7	3.8	3.6	0.5	0.5	0.5
Importations	-25	-29	10.9	7.8	8.5	-3.6	-2.6	-2.9
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	7.4	6.5	7

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416606>

Politique budgétaire

Durant l'exercice budgétaire 2009/10, le budget total approuvé par le Parlement s'est établi à environ 35 milliards de francs rwandais (RWF), environ 630 millions de dollars (USD), dont près de la moitié a été couverte par les ressources intérieures. Par rapport au début des années 2000, la mobilisation des ressources nationales a progressé de 4 % environ durant l'exercice budgétaire 2009/10. La dépendance constante du budget national à l'égard de l'aide extérieure constitue l'une des contraintes structurelles auxquelles doit faire face le pays en matière de mobilisation des ressources. La recherche de ressources de développement alternatives demeure dans ce contexte un élément essentiel de la stratégie des pouvoirs publics à long terme.

Le programme *Economic Development and Poverty Reduction Strategy* (EDPRS) prévoit 384 mesures concernant l'affectation des ressources budgétaires. Ces mesures s'articulent autour de trois axes : économique, social et relatif à la gouvernance. L'axe économique recouvre la gestion macroéconomique, le développement sectoriel avec une priorité accordée à l'agriculture, les infrastructures, le développement du secteur privé, le changement climatique et les ressources naturelles. L'axe social se concentre sur l'amélioration du niveau d'éducation général, de la santé, de la protection sociale et de l'accès à une eau saine. L'axe lié à la gouvernance englobe les indicateurs de performance en matière de gestion des comptes publics, ainsi que le secteur de la justice, de la réconciliation, de la Loi et de l'ordre. Vers la fin du premier semestre 2010, 374 des 384 mesures avaient été mises en œuvre - un taux d'application proche de 97 % semblant indiquer un alignement du budget sur les objectifs stratégiques pour le développement. La dépense publique allouée à des aspects essentiels du programme EDPRS avait dépassé 94 % fin mars 2010, et l'exécution pleine et entière des prévisions budgétaires au cours de l'exercice 2009/10 semblait presque assurée à ce stade. L'alignement de la dépense publique sur les priorités du programme EDPRS s'est renforcé, passant de 7 % à plus de 10 % du PIB entre 2005 et 2010 - une preuve d'engagement ferme envers les objectifs stratégiques définis et un exemple de réussite unique au sein de la région. Cet engagement s'est néanmoins traduit par une baisse de la part des traitements et salaires, ainsi que de l'acquisition de biens et de services, par rapport au total de la dépense publique, et parallèlement par une augmentation de la proportion des investissements publics dans l'ensemble du budget (tableau 4).

Des améliorations ont par ailleurs été enregistrées dans la collecte des recettes publiques. Les réformes de la direction nationale des impôts (*Rwandan Revenue Authority* - RRA) se sont révélées efficaces, puisqu'elles ont permis une collecte plus optimale des impôts directs et de certains impôts indirects. Le surcroît de ressources fiscales qui en a résulté a permis de compenser le manque à gagner ayant affecté les taxes sur les échanges internationaux, principalement en raison d'une baisse des importations de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et du marché commun d'Afrique australe et d'Afrique orientale (Comesa) - une baisse qui a également entraîné une diminution correspondante des ressources pour le Rwanda. En 2009, la RRA a enregistré 1 257 nouveaux contribuables, ce qui a porté à 34 193 le nombre total de personnes assujetties à l'impôt - un élargissement considérable de la base d'imposition et un progrès en termes de respect des obligations fiscales, l'une des exigences structurelles fondamentales pour la mobilisation des ressources intérieures. Cet effort se traduit par une progression des recettes totales équivalente à celle du PIB à moyen terme (tableau 4).

En raison d'un surcroît de recettes par rapport aux prévisions et de dépenses relativement faibles, le budget global du gouvernement (dons inclus) a présenté un déficit modéré (-0.5 % du PIB) en 2010 et devrait se creuser davantage, à 2.3 %, en 2011.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	18.1	21.7	24.2	24.6	25	24	23.9
Recettes fiscales	9.7	11.6	12.7	12.3	12.2	12	11.9
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	7.6	9.4	9.4	11.1	11.7	10.9	10.9
Autres revenus	0.8	0.7	2	1.1	1.1	1.1	1.2
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	19.3	24	24.8	26.8	25.5	27.6	25.4
Dépenses courantes	13.1	15.3	14.3	13.9	14.5	14.6	14.2
Sans les intérêts	12.3	14.8	13.8	13.4	13.9	14	13.6
Salaires	4.8	3.6	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3
Biens et services	3.6	3.8	3.1	3.5	3.8	3.8	3.6
Intérêts	0.8	0.5	0.5	0.4	0.5	0.7	0.6
Dépenses en capital	6.1	9.1	10.4	10.4	10.6	10.4	10
Solde primaire	-0.4	-1.8	-0.1	-1.7	0	-2.9	-0.8
Solde global	-1.2	-2.4	-0.6	-2.2	-0.5	-3.5	-1.4

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417575>

Politique monétaire

Les principaux objectifs de la politique monétaire du Rwanda résident dans le maintien de la stabilité macroéconomique et le soutien de la croissance. Suite à une série de réformes, le cadre de la politique monétaire actuel est fondé sur un régime de change souple, déterminé par le jeu du marché afin d'encourager les échanges et l'investissement, ainsi que sur des opérations d'open market visant à contrôler la masse monétaire de manière à garantir un rendement positif de l'épargne bancaire en termes réels, tout en facilitant l'accès du secteur privé au crédit.

Le ralentissement économique subi par le Rwanda en 2009 s'explique en partie par les fortes contraintes de liquidités ayant affecté les banques nationales, et ainsi provoqué un assèchement du crédit au détriment du secteur privé. La Banque nationale du Rwanda est intervenue pour détendre les conditions monétaires en réduisant les obligations de réserve de 8 à 5 % début 2009, et a fléchi ses principaux taux (taux de prises en pension) pour renforcer la position de liquidité des banques commerciales. Celles-ci ont suivi le mouvement, non sans une certaine lenteur, et le crédit intérieur a connu une expansion de 9.4 % au cours des trois premiers trimestres de 2010 – l'essentiel de cette expansion ayant bénéficié aux secteurs de la construction et des services. Les taux des dépôts ont également montré des signes de redressement durant la crise des liquidités, atteignant 9 % , puis reculant progressivement jusqu'à 6.7 % en septembre 2010.

À la fin de l'année 2008, l'indice des prix à la consommation au Rwanda a enregistré un niveau record de 22.3 %, en partie dû au net accroissement des prix mondiaux des produits alimentaires et des combustibles, ainsi qu'à la croissance de la masse monétaire l'année précédente. Fin 2009, l'inflation a reculé à 5.7 % dans un contexte de baisse des prix des importations et de stabilisation des prix alimentaires en raison de récoltes plus favorables et d'un ralentissement de l'expansion de la masse monétaire. En 2010, l'inflation a poursuivi sa chute, atteignant son niveau le plus bas, à 0.2 % en octobre 2010. La moyenne annuelle pour 2010 était estimée à 2.3 % , avec un potentiel de hausse en 2011 compte tenu de l'augmentation des cours mondiaux du

pétrole.

Position extérieure

Les exportations ont été impactées en 2009, suite à la réduction de la demande mondiale de café et de thé. En 2010, entre janvier et septembre, les recettes globales des exportations ont avoisiné 186 millions USD, le café et le thé représentant 48 % du total. Si l'on y ajoute les ressources minérales, ce chiffre passe à 67 % des exportations totales, soulignant ainsi la dépendance des exportations aux produits primaires (non transformés). En 2010, le coût global des importations a atteint environ 998 millions USD, dont presque les deux tiers liés à l'importation de capitaux et de biens intermédiaires. Le renchérissement du coût des importations est principalement imputable à un changement d'orientation des échanges, principalement en direction de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) du marché commun d'Afrique australe et d'Afrique orientale (Comesa), zones dans lesquelles les barrières douanières ont été considérablement abaissées.

Par conséquent, le déficit balance des comptes courants est ressorti à 6.6 % du PIB en 2010, et devrait atteindre 9.1 % en 2011, avant de revenir autour de 6.4 % en 2012 (tableau 1).

Un accroissement de l'investissement privé direct a soutenu la balance des paiements en 2009, entraînant un excédent de l'ordre de 139 millions USD et portant les réserves du pays à l'équivalent de 6.2 mois d'importations (contre seulement 1.2 mois l'année précédente). En 2010, la balance des paiements devrait globalement enregistrer un déficit faible de 9.4 millions USD, réduisant légèrement la position de réserves du Rwanda par rapport à son niveau de 2009.

Le niveau d'endettement du pays est l'un des plus faibles en Afrique subsaharienne, en partie grâce à un allègement substantiel de sa dette (de près de 1.5 milliard USD en 2005) et à une gestion rigoureuse de celle-ci par le gouvernement. En 2010, la dette extérieure du Rwanda a représenté moins de 5 % du PIB, contre une moyenne de près de 23 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne, de 26 % pour la CAE et d'environ 30 % pour les pays à faible revenu (PFR).

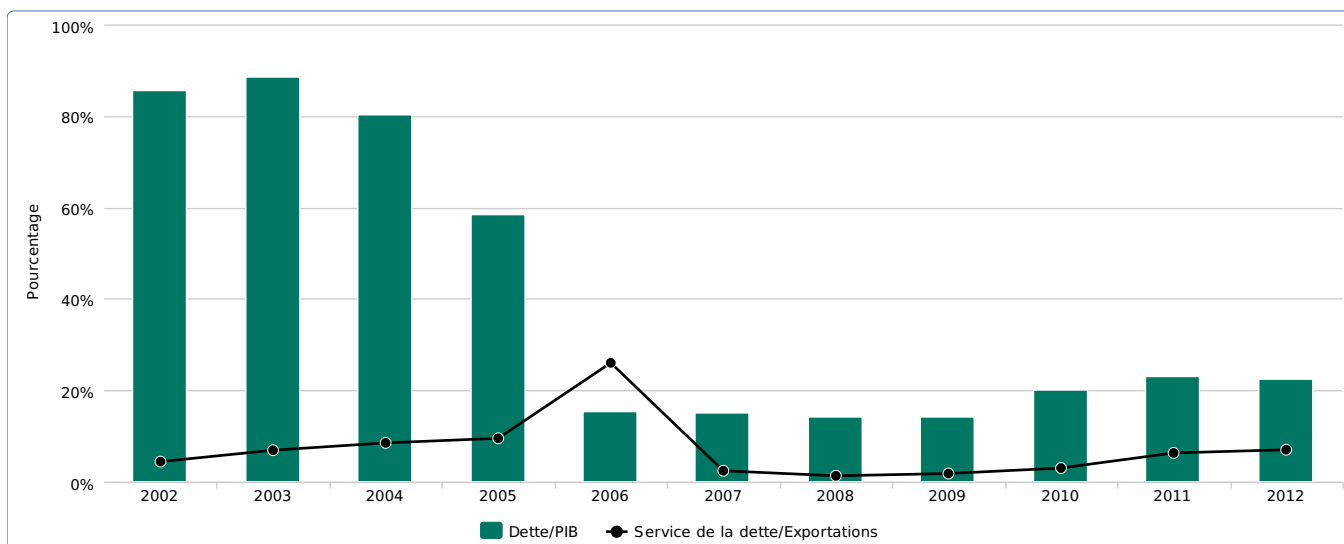
Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-8.2	-10.8	-14.6	-15.8	-18.7	-20.5	-21
Exportations de biens (f.o.b.)	3.9	4.7	4.1	3.7	3.9	3.6	3.4
Importations de biens (f.o.b.)	12.1	15.5	18.7	19.5	22.6	24.1	24.4
Services	-8.2	-3.3	-1.7	-3.4	0.2	-0.5	4.2
Revenu des facteurs	-1.1	-0.5	-0.7	-0.7	-0.7	-0.9	-1.1
Transferts courants	8.5	12.3	11	11.5	12.5	12.8	11.4
Solde des comptes courants	-9	-2.2	-6	-8.4	-6.7	-9.1	-6.5

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418544>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412312>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Le Rwanda est l'un des premiers pays réformateurs dans le monde en ce qui concerne les initiatives visant à instaurer un climat favorable à l'initiative privée. Dans son rapport *Doing Business 2011*, la Banque mondiale classe le Rwanda 58^e sur 183 pays. Il s'agit du premier pays d'Afrique subsaharienne à obtenir un rang aussi élevé dans ce domaine. Parmi les nations africaines, le Rwanda est passé de la 37^e place en 2006, plus ou moins à jeu égal avec le Burundi, à la 5^e place en 2011, surpassant ainsi tous les autres membres de la Communauté économique d'Afrique de l'Est. Les principales réformes mises en œuvre par le pays sont la réduction à 24h du délai requis pour créer une entreprise – le plus court existant dans le monde. Pour les entreprises, le temps nécessaire à l'obtention d'un permis de construire a été ramené de 210 à moins de 30 jours. Les efforts des pouvoirs publics pour automatiser la compensation douanière devraient faciliter les échanges transfrontaliers en réduisant considérablement les délais de traitement administratif.

Le Rwanda a également été reconnu comme comptant parmi les pays ayant accompli le plus de progrès dans la libéralisation de l'économie, selon l'indice mondial de liberté économique publié chaque année par le *Wall Street Journal* et l'*Heritage Foundation*. Cet indice évalue les pays sur la base de dix critères incluant la liberté d'entreprendre et de commercer, le niveau de la dépense et de l'investissement publics, la transparence et la compétitivité.

L'amélioration du climat d'affaires devrait faciliter les entrées de capitaux dans le pays. D'après les prévisions du gouvernement, les investissements directs étrangers (IDE) et autres apports de capitaux devraient augmenter d'environ 12 % par an dans les trois prochaines années, après un niveau global de 143 millions USD observé en 2009. Au cours de la dernière décennie écoulée, la part du crédit du secteur privé par rapport au PIB a été presque multipliée par six, avec un niveau record de 12 %, dû au moins partiellement aux efforts des pouvoirs publics destinés à stimuler un secteur privé naissant.

Ceci ne signifie pas que le gouvernement n'a rien négligé dans les actions entreprises afin d'encourager le développement du secteur privé. Les goulets d'étranglement liés aux infrastructures, les niveaux d'imposition élevés et les problèmes d'organisation de l'administration fiscale constituent toujours un frein à l'épanouissement de l'initiative privée dans le cadre des marchés mondiaux et régionaux.

Autres développements récents

Les autres réformes structurelles en cours incluent : les actions destinées à améliorer la gestion des comptes publics via le déploiement d'un système d'information dédié à la gestion intégrée des finances publiques (*Integrated Financial Management Information System - IFMIS*) au sein de divers organismes gouvernementaux, dans un souci d'utilisation plus efficace des ressources de l'État ; la consolidation des contributions de sécurité sociale sous l'égide et l'autorité uniques de la RRA ; les mesures prises par la Banque nationale du Rwanda pour optimiser la conduite de la politique monétaire par des réunions fréquentes du comité de politique monétaire ; la mise en place d'un « couloir de fluctuation de la monnaie » comme première étape vers un taux de change plus souple.

Partenaires économiques émergents

Le Rwanda s'est inspiré des réussites économiques de la Chine, de l'Inde, du Vietnam et d'autres pays émergents. Nulle part sur le continent africain comme au Rwanda, les partenariats Sud-Sud ne constituent une tendance émergente avec un potentiel aussi puissant. La Chine s'est imposée à l'évidence comme un acteur de premier plan au sein du pays. Les échanges bilatéraux ont progressé à un rythme régulier jusqu'à atteindre un volume global de 23 millions USD en 2009, soit environ 7 % du total des exportations. Le commerce avec l'Inde a également commencé à se développer au cours des dix dernières années, les exportations vers ce partenaire ayant représenté 3 % des exportations en 2008, avant de régresser en 2009. Dans le même temps, la part des échanges avec les partenaires de développement traditionnels a constamment reculé lors de la dernière décennie écoulée.

Le partenariat du Rwanda avec la Chine ne se limite pas exclusivement aux échanges commerciaux. Des sociétés chinoises opérant dans le pays ont réalisé des projets d'un coût approchant 500 millions USD en 2009. Pour sa part, la Chine a fourni au Rwanda un accès à ses marchés en appliquant une exemption des tarifs douaniers.

Les investissements chinois au Rwanda devraient se renforcer considérablement au cours des cinq prochaines années. Star Media, un opérateur de télévision numérique en *pay-per-view* qui s'est constitué une base de 10 000 abonnés depuis sa création en 2009, compte parmi les entreprises chinoises les plus dynamiques au Rwanda. D'ici à 2015, elle prévoit de diversifier ses activités pour se positionner sur les marchés de l'Internet sans fil et de la téléphonie mobile. Des intérêts chinois sont également impliqués dans la construction de l'hôtel cinq étoiles New Century, qui devrait répondre à la demande croissante d'hébergement des touristes, des voyageurs d'affaires et autres visiteurs. La Chine est également engagée dans un projet de rénovation des axes routiers dans les zones urbaines, notamment dans la capitale Kigali. Elle a manifesté son intérêt à s'associer aux initiatives des autorités rwandaises visant à construire suffisamment de centrales pour doubler les capacités de production d'électricité au cours des prochaines années. Plus important encore, la présence active de la Chine au Rwanda a favorisé la création d'emplois et s'est accompagnée d'un transfert de compétences et de technologies. Le Rwanda et la Chine ont par ailleurs décidé d'intensifier leur coopération en signant un accord bilatéral de protection des investissements, ainsi qu'une convention bilatérale de coopération technique agricole.

L'Inde joue également un rôle important au Rwanda. Une série d'accords conclus entre les autorités rwandaises et l'Inde depuis la fin des années 90 a permis un développement de la coopération technique et économique, synonyme d'opportunités pour les deux pays. Bien que relativement limités, les échanges entre les deux partenaires ont connu un réel essor au fil du temps, le Rwanda important principalement des médicaments et des produits pharmaceutiques, ainsi que du matériel de transport et des machines-outils en provenance d'Inde. Plus significativement, les programmes d'échange d'étudiants encouragent le transfert des compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC). Plus de 500 étudiants rwandais ont ainsi reçu une formation supérieure en Inde. Par ailleurs, des enseignants indiens travaillent au Rwanda - un apport essentiel aux progrès de l'éducation supérieure dans le pays.

Contexte politique

Selon la constitution entrée en vigueur en 2003, le Rwanda est une république fondée sur le multipartisme et un régime présidentiel dans lequel le chef de l'exécutif est élu directement par le peuple tous les sept ans. Le pays a organisé en août 2010 son deuxième scrutin présidentiel, à l'issue duquel le président Paul Kagame, leader du Front patriotique rwandais (FPR), a été reconduit pour un second mandat par une majorité écrasante de 93 % des suffrages. Les partis d'opposition ayant participé à l'élection, le Parti social démocrate et le Parti libéral, ont obtenu respectivement 5 et 14 % des voix. Le gouvernement a refusé d'inscrire deux partis d'opposition pour ces élections, le Parti démocratique vert et le FDU Inkingi, et a fait inculper un candidat à la présidentielle, Victoire Ingabire, d'incitation au génocide. La participation au scrutin a été massive, dépassant 95 %, ce qui signifie que 5 millions d'électeurs se sont exprimés pour élire leur président. Le scrutin s'est déroulé dans des conditions globalement pacifiques. Toutefois, quelques incidents à caractère politique ont été signalés immédiatement après les élections. Ainsi, deux jours plus tard, un attentat à la grenade a fait douze blessés dans la capitale Kigali.

Le rétablissement de la paix après le génocide de 1994 dépasse l'imagination. La résilience et la détermination inébranlables de la population ont permis d'ouvrir un nouveau chapitre dans un pays profondément divisé, traumatisé et déchiré par la guerre. Les efforts des autorités pour créer l'unité nationale par la réconciliation, son rejet de l'idéologie génocidaire, son refus de la corruption, son engagement en faveur de la décentralisation et de l'implication des communautés locales, ainsi que sa réputation de transparence financière, ont permis au parti dirigeant de conserver le pouvoir. Bien évidemment, comme partout sur le continent, le système politique est confronté à l'application d'idéaux démocratiques dans un contexte de pauvreté, de tensions ethniques, d'analphabétisme et de privation, le tout représentant clairement une menace active pour sa pérennité et sa durabilité. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que le gouvernement du Rwanda accorde une priorité absolue à l'amélioration des conditions sociales et économiques de sa population.

Contexte social et développement des ressources humaines

Le Rwanda a parcouru un long chemin depuis le génocide de 1994 et son lot de destructions humaines. Comme l'indique la figure 2, la performance du Rwanda dans l'Indicateur du développement humain (IDH) a considérablement progressé au cours des 16 dernières années, dépassant de loin toute réussite précédente. La transition d'un pays à faible développement humain vers une nation à développement humain moyen est presque achevée.

Le Rwanda progresse régulièrement dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En termes réels, le PIB a progressé de près de 7 % entre 2006 et 2010 - un rythme de croissance qui, s'il est maintenu, pourrait permettre au pays de réduire la pauvreté extrême de 20 % d'ici 2015, alors que son taux s'établissait à 53 % en 2005.

L'un des sujets de préoccupation importants au Rwanda réside dans les fortes inégalités de revenus, susceptibles d'entraver les avancées en matière de réduction de la pauvreté extrême. Le coefficient de Gini a légèrement augmenté entre 2000/01 et 2005/06, passant de 4.4 à 4.7 sur 10, principalement en raison des disparités de ressources dans les zones urbaines. Le tableau 4 présente les facteurs ayant une incidence sur le niveau d'inégalité des revenus au Rwanda. En 2005, les principaux facteurs étaient le niveau d'éducation atteint par le chef du foyer (24 %) et les disparités régionales (27 %). Dans une certaine mesure, les caractéristiques démographiques jouent également un rôle (3 %) dans le phénomène. Les chocs transitoires (erreurs de mesure incluses) représentent 40 % des variations du coefficient de Gini. On peut cependant s'attendre à une diminution des inégalités de revenus au cours des dernières années pour plusieurs raisons. D'abord, la hausse du niveau d'éducation devrait avoir un effet sur le marché du travail et singulièrement sur les salaires, et atténuer ainsi les différences de revenus observées en fonction du niveau de qualification. Ensuite, les politiques mises en œuvre en matière de soutien à l'agriculture, associées au programme de protection sociale actuellement déployé dans le cadre de Vision 2020 *Umurenge*, devraient réduire l'écart entre zones urbaines et zones rurales, et par conséquent, les inégalités sociales, dans la mesure où ces politiques ont non seulement une incidence sur les revenus des foyers ruraux, mais aussi un effet d'amortissement des chocs adverses.

En ce qui concerne l'éducation et la santé, le Rwanda a également accompli des progrès impressionnants vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Selon le ministère des Finances et de la Planification économique, le taux de scolarisation primaire est passé de 52 % en 2007 à 75 % en 2009, avec un chiffre encore plus élevé pour les filles, autour de 78 %, contre 71 % pour les garçons. De même, le taux de passage du primaire au secondaire a rapidement progressé, atteignant 88 % en 2009, contre 54 % l'année précédente. De toute évidence, l'exécution de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement est en bonne voie. Sur le front de la santé, le rapport OMD 2010 des Nations Unies reconnaît que le Rwanda devrait très probablement atteindre ou même dépasser l'objectif de réduction d'un tiers de la mortalité maternelle et infantile. En seulement trois ans, la proportion d'accouchements assistés par un personnel médical qualifié est passée de 39 % à 52 % et la part d'enfants de moins cinq ans dormant dans un lit équipé d'une moustiquaire traitée aux insecticides a bondi de 4 à 56 %. Le Rwanda est également le pays où la représentation des femmes au Parlement est la plus importante au monde. L'engagement du pays en faveur de l'environnement est exemplaire. Le Rwanda est notamment le seul pays d'Afrique ayant interdit les sacs en plastique. Sa capitale Kigali et d'autres villes rwandaises comptent parmi les plus propres du continent.